

CONVENTION DE PRESTATIONS D'UN MEDECIN DANS LE CADRE DU SUIVI DES AGENTS DE LA COMMUNE

Entre

La commune de Billy-Montigny, représentée par son Maire, Monsieur TRONI Bruno, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 08/12/2025.

Et

Mme MARQUET, médecin, qui assurera des missions ponctuelles

Vu le code du travail ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de déontologie médicale ;

Vu le code de déontologie des psychologues ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son chapitre 13 relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment son titre 3 sur la médecine professionnelle et préventive ;

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié, pris pour l'application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'avis favorable du CST en date du 24 Septembre 2025.

PREAMBULE :

L'article 2-1 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 susvisé dispose que les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité.

Pour faire face à ces obligations, les employeurs publics peuvent faire appel à des services de médecine préventive ou faire appel, par voie de convention à un médecin agréé du travail.

Il a été convenu ce qui suit :

Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer, en collaboration avec la collectivité, l'intervention du médecin.

Article 1 : Rôle et missions du médecin

Spécialisé en santé au Travail, le médecin est en charge de la surveillance médicale des agents et agit en milieu de travail pour éviter toute altération de la santé physique et psychique des agents du fait de leur travail.

Les avis médicaux spécialisés qu'il dispense dépendent de sa connaissance des conditions de travail effectives des agents.

Il lui est donc essentiel de bien connaître l'environnement de travail des agents afin d'éviter toute altération de leur santé du fait du poste occupé.

Le médecin peut, ainsi, demander des prélèvements et des mesures physiques ou chimiques, lorsqu'il les juge indiqués pour affiner l'évaluation des risques.

Si ces investigations sont refusées par l'autorité territoriale, celle-ci doit motiver son refus.

En toute hypothèse, il exerce son activité en toute indépendance, dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique et en application de l'article 11-2 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 susvisé.

Article 2 : Le secret médical

Le médecin est tenu au secret professionnel médical prévu par l'article 4 du Code de Déontologie.

Le secret couvre tout ce qui est parvenu à la connaissance du médecin dans l'exercice de sa profession (article R.4127-4 du code de la Santé publique), c'est-à-dire non seulement ce qui lui a été confié, mais aussi ce qu'il a vu, entendu ou compris.

Article 3 : Les différents types de visites médicales

La surveillance médicale des agents par le médecin est effectuée dans le cadre de :

1. La visite d'information et de prévention initiale

Le médecin agréé assure l'examen médical d'aptitude à l'emploi et délivre un certificat médical constatant que le candidat à un emploi de la fonction publique territoriale n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité, ou que les maladies ou infirmités constatées ne sont pas incompatibles avec l'exercice des fonctions postulées.

Les agents titulaires et non titulaires avec un contrat de droit public sont concernés par ces visites d'information et de prévention. Il en est de même pour les jeunes apprentis.

Pour les agents relevant d'un contrat de droit privé (CAE, contrat d'avenir,), la visite chez le médecin agréé n'est pas obligatoire.

Cet examen médical a pour but de s'assurer que l'agent est médicalement apte au poste de travail auquel l'autorité territoriale envisage de l'affecter, de rechercher s'il n'est pas atteint d'une affection dangereuse pour toutes les personnes avec qui il est en contact dans son milieu professionnel et de constituer son dossier médical.

2. La visite médicale périodique

Les agents font l'objet d'une surveillance médicale et sont soumis à une visite médicale périodique dont la fréquence est fixée par décret en Conseil d'Etat ».

Cet examen médical est obligatoire, il est réalisé au minimum tous les deux ans.

Il permet de s'assurer du maintien de l'aptitude de l'agent au poste de travail occupé et, le cas échéant, de proposer des aménagements du poste de travail ou des restrictions (temporaires ou définitives) du poste de travail.

En plus de cet examen médical minimum, le médecin exerce une surveillance médicale particulière à l'égard de certaines catégories de personnel en vertu de l'article 21 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 susvisé : les personnes reconnues travailleurs handicapés, les femmes enceintes, les agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée, les agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux, notamment ceux recensés dans les fiches de risques professionnels, les agents souffrant de pathologies particulières.

Ces décisions nécessitent une bonne connaissance du milieu de travail et se prennent en concertation avec les différents interlocuteurs de la collectivité.

La visite médicale périodique peut être confiée par le médecin, selon un protocole spécifique, à un(e) infirmier(e) dans le cadre d'un ESTI, comme le dispose l'article R 4623-31 du code du travail : « un entretien infirmier peut être mis en place pour réaliser les activités confiées à l'infirmier par le protocole prévu à l'article R4623-14. Cet entretien donne lieu à la délivrance d'une attestation de suivi infirmier qui ne comporte aucune mention relative à l'aptitude ou l'inaptitude médicale du salarié. »

3. Les visites spécifiques

Visite médicale de reprise et de pré-reprise du travail : la visite de reprise permet de vérifier l'aptitude des agents à reprendre leur emploi après un arrêt de travail (maladie ordinaire, maladie professionnelle, maternité, disponibilité, reprise après un accident de service...) dont la durée dépasse 30 jours ainsi que d'apprécier la nécessité d'une adaptation des conditions de travail, ou d'une réadaptation des agents.

NB : la visite de pré-reprise (facultative) complète en amont la visite de reprise pour le maintien dans l'emploi. Elle nécessite l'accord de l'agent car elle est réalisée durant l'arrêt de travail.

Visite médicale supplémentaire : en vue d'un meilleur suivi médical, le médecin peut être amené à revoir un agent plusieurs fois au cours d'un même exercice.

Tel est le cas, par exemple, des agents occupant des postes à risques, des agents dont l'état de santé nécessite des aménagements temporaires de leurs conditions de travail (femmes enceintes, personnes en situation de handicap ou agents nécessitant une surveillance particulière).

Visite médicale nécessitant la saisine du Conseil Médical en Formation Plénière ou Restreinte : en application du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 susvisé, le médecin est informé ou consulté sur le cas de l'agent dont l'état de santé nécessite la saisine du Conseil Médical en Formation Plénière ou Restreinte.

Il établit un rapport devant être transmis au Conseil Médical compétent pour compléter son dossier médical.

Il appartient au médecin d'apprécier l'opportunité de réaliser ou non un examen médical pour établir ce rapport.

Visite médicale à la demande de l'agent

Les agents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 1^{er} du décret n° 85-60 du 10 juin 1985 susvisé bénéficient d'un examen médical périodique au minimum tous les deux ans. Dans cet intervalle, les agents qui le demandent bénéficient d'un ou plusieurs examens médicaux supplémentaires.

Article 4 : nature des examens médicaux

La visite médicale, d'une durée moyenne de 45 minutes est un examen clinique qui comprend, à titre indicatif :

- Un interrogatoire détaillé portant sur les antécédents médicaux personnels, familiaux et professionnels de l'agent, sur le poste de travail occupé, avec les risques inhérents ;
- Un examen clinique essentiellement orienté en fonction de l'activité professionnelle, accompagné, le cas échéant, d'examens spécialisés ;
- Des examens complémentaires (audiogramme, visiotest, bandelette urinaire, électrocardiogramme...) seront effectués selon l'évaluation du médecin. Ceux-ci ne sont pas systématiques.

Dans l'hypothèse où le médecin constate, lors de la visite médicale, une anomalie nécessitant la prise en charge ultérieure de l'agent, il remet à l'agent une lettre destinée au médecin traitant ou au spécialiste dans laquelle il fait part de ses constatations et des éventuels bilans et suites thérapeutiques à envisager.

Dans le cadre de ses consultations, le médecin du travail n'est pas autorisé, sauf urgence expresse, à faire une prescription à des fins thérapeutiques sur ordonnance.

A la suite de cette visite médicale, le médecin donne son avis sur l'adéquation entre l'état de santé de l'agent et son environnement de travail. Il établit une fiche d'aptitude à trois volets : un remis à l'agent, un remis à la collectivité, un pour le dossier médical de l'agent.

Dans le cas d'un avis d'inaptitude totale ou définitive, ou de reclassement, le prononcé de cette inaptitude relève du ressort du Conseil Médical.

Le médecin devra en saisir l'autorité territoriale en vue d'examiner les différentes possibilités.

Le médecin peut prescrire tout examen complémentaire qu'il juge utile pour préciser son conseil médical spécialisé relatif à la compatibilité entre l'état de santé de l'agent et les caractéristiques de l'environnement de travail, au dépistage d'une maladie professionnelle ou d'une maladie dangereuse pour l'entourage. Cet examen est à la charge de l'autorité territoriale.

Le médecin est responsable du protocole de la visite médicale ainsi que de la constitution et de la conservation du dossier médical.

Il en informe l'autorité territoriale, qui doit prendre toutes les mesures pour écarter tout risque de maladie ou accident de travail et assurer le financement des examens complémentaires prescrits.

Le médecin remet une ordonnance à l'agent afin qu'il se rende auprès d'un cabinet, d'un centre de santé ou d'un service spécialisé hospitalier, pour effectuer ces examens. Ces examens sont à la charge de l'administration employeur de l'agent.

Les résultats des différents examens parviennent au secrétariat qui les transmet directement au médecin prescripteur. Les résultats radiologiques et, le cas échéant, les différents examens

complémentaires sont consignés au dossier médical de l'agent et transmis à celui-ci, et l'employeur est informé des suites à donner à la situation de l'agent.

En aucun cas, l'employeur ne peut avoir connaissance des résultats des analyses prescrites afin de préserver la confidentialité de ces informations.

Article 5 : les avis des examens médicaux.

A l'issue de la visite médicale, le médecin doit rendre un avis. Cet avis doit être apprécié par rapport aux exigences propres à l'emploi.

Le médecin doit donc analyser la compatibilité des conditions de travail avec la santé de l'agent. Cette analyse ne peut se faire qu'avec une bonne connaissance du milieu de travail, facilitée par la remise des fiches destinées à évaluer les risques professionnels.

Dans le cas de reprise de fonctions, l'avis doit être rendu par le médecin à l'issue de la visite médicale précédant la reprise de l'agent suite à un congé maladie ou dans les plus brefs délais à dater de cette reprise (dans les 8 jours qui suivent la reprise).

En cas de nécessité, cet avis peut être accompagné de différentes recommandations de reprise et aménagement du poste de travail. Cet avis de reprise « sous réserve » doit mentionner la durée et la nature de l'aménagement, dans toute la mesure du possible.

Article 6 : le rapport annuel

Chaque année, le médecin établit pour la collectivité dont il assure la surveillance médicale, un rapport d'activité qui est transmis à l'autorité territoriale ainsi qu'à la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de travail.

Toutes ces dispositions contribuent à améliorer la prévention des risques en milieu de travail.

Article 7 : consultation

Le médecin est consulté sur les projets de construction et d'aménagement des locaux administratifs et techniques, sur la modification d'équipements ou l'introduction de nouvelles technologies.

Il peut procéder à toute étude jugée nécessaire et soumettre les propositions.

Il est obligatoirement informé de l'utilisation de substances ou de produits dangereux.

Il est informé dans les plus brefs délais par l'autorité territoriale des accidents et/ou des pathologies en lien avec l'activité professionnelle.

Il est convié à participer aux études et enquêtes épidémiologiques.

Il est associé aux audits, études ou enquêtes diligentées par le CST à la suite d'un incident, d'un accident ou d'une maladie.

Article 8 : lieu d'exercice des visites médicales

Le docteur Nadine MARQUET recevra à son cabinet, situé au 100 avenue de la république à Billy-Montigny.

Ce local remplit les conditions sanitaires nécessaires au bon déroulement des examens médicaux.

La confidentialité des échanges, l'intimité des agents et la sécurité des dossiers médicaux seront assurés par le médecin.

Article 9 : convocation aux visites médicales

Les visites médicales sont effectuées toute l'année, y compris durant les périodes de congés scolaires.

Les horaires de consultation sont compris entre 8h30 et 11h30 et entre 14h et 16h30.

Un planning des convocations (non nominatif) est proposé à la collectivité environ 3 semaines avant la date de la visite médicale.

La collectivité a la charge de le renseigner (noms des agents), en fonction des impératifs du service, et d'informer/convoquer les agents concernés en conséquence.

En cas d'absence d'un agent, la collectivité prévient sans délai le secrétariat de médecine préventive et propose, dans la mesure du possible, un autre agent.

Les agents ne peuvent être convoqués pendant leurs congés, sauf dans le cadre des visites de pré-reprise.

Les agents se trouvant en arrêt de travail pour maladie, maternité ou accident du travail ne devront pas être convoqués durant l'arrêt mais ultérieurement à la reprise.

A cet effet, le service de médecine préventive doit être averti de tout arrêt de travail.

Les personnes excusées seront de nouveau convoquées dans un délai raisonnable.

A l'issue des visites d'information et de prévention initiales, périodiques et de reprise, des attestations de visites, signées par le médecin, seront établies en trois exemplaires : un remis à l'employeur, le second à l'agent et le troisième conservé dans le dossier médical de l'agent. Les visites à la demande de l'employeur, de l'agent ou du médecin de travail ne sont pas concernées par ces attestations.

Article 10 : préalables aux visites médicales

Avant chaque visite médicale programmée, la collectivité s'engage à fournir au médecin un état précisant, pour chaque agent : le lieu, le poste de travail, la nature de celui-ci, les contraintes spécifiques auxquelles l'agent peut être soumis ainsi que les éventuels équipements ou matériels auxquels il a accès (fiche de poste).

De plus, la collectivité s'engage à communiquer tout complément d'information que le médecin du travail jugera utile à l'accomplissement de sa mission.

SLOW

Article 11 : coût du service

Le montant de chaque visite s'élève à cinquante euros (50€) pour la visite annuelle. Les visites supplémentaires et de reprise ne sont pas facturées.

Article 12 : durée et résiliation de la convention

La présente convention, d'une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2026 est renouvelable deux fois par tacite reconduction, pour une durée totale de 3 années.

Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties par décision de son organe délibérant, sous réserve que cette décision soit notifiée à l'autre partie 1 mois avant la date anniversaire de la signature de la présente convention, avec date d'effet à la date anniversaire suivante.

La résiliation ne donne droit à aucune indemnisation.

Article 13 : contentieux

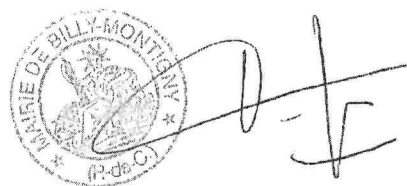
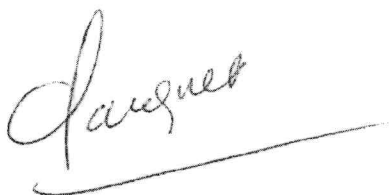
En cas de différends entre les parties au sujet des conditions d'exécution de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée.

Dans l'hypothèse où cette recherche serait infructueuse, les parties pourront s'en remettre à la décision du Tribunal Administratif de Lille, seul compétent.

Fait à Billy-Montigny, en double exemplaire,

Le médecin

Le Maire de Billy-Montigny



Mme Nadine MARQUET

M. Bruno TRONI